



Turquie 2050

COP29 ; Ligue arabe ; éducation

Le programme « Turquie 2050 » développe une analyse prospective sur les thèmes de la diplomatie, de la politique intérieure et de l'économie turques afin d'y anticiper les dynamiques des trente prochaines années.

ÉCONOMIE

COP29 à Bakou : une tribune pour la Turquie ?

L'Azerbaïdjan accueille à Bakou, du 11 au 22 novembre 2024, la 29^e Conférence des Parties sur le changement climatique (COP29). La présidence de la COP a officiellement présenté 14 initiatives visant à limiter le réchauffement planétaire à 1,5 °C ; une ambition qui contraste avec la place accordée aux hydrocarbures en Azerbaïdjan, un « don de dieu » selon le président Ilham Aliyev, qui génère 60 % des revenus du pays. Le pétrole et le gaz comptent pour 90 % des exportations du pays, 51 % étant destinés à l'Europe entre janvier et septembre 2024¹. L'accord signé en juillet 2022 entre Bruxelles et Bakou pour doubler les exportations de gaz vers l'Union européenne à l'horizon 2027 a confirmé la tendance et l'importance de cette « diplomatie du gaz ».

Le gaz est aussi au cœur des relations avec la Turquie : l'accord de fourniture de gaz naturel entre les compagnies nationales SOCAR et BOTAS, qui devait expirer en 2024, a été étendu jusqu'en 2030. Les deux pays, déjà reliés par plusieurs oléoducs (BTC oil pipeline) et gazoducs (TANAP, SCP, BTE natural gas pipeline), ont signé en juin 2024 un accord global pour l'acheminement de gaz du Turkménistan vers les

*Par l'équipe
du Programme
Turquie/Moyen-Orient
de l'Ifri.*

Les opinions exprimées dans
ce texte n'engagent que la
responsabilité des auteurs.

ISBN : 979-10-373-1015-6

© Tous droits réservés,
Paris, Ifri, 2025.

Image : © Shutterstock.com

Comment citer cette publication :

« Turquie 2050 :
COP29 ; Ligue arabe ;
éducation », *Repères
sur la Turquie*, n° 23,
Ifri, octobre 2024.

Ifri

27 rue de la Procession
75740 Paris Cedex 15
Tél.: (0)1 40 61 60 00
E-mail: accueil@ifri.org

www.ifri.org

marchés européens. Ces échanges pourraient se faire *via* l'Iran et l'Azerbaïdjan, mais le projet de construction d'un gazoduc sous-marin traversant la mer Caspienne pour atteindre la Turquie est également envisagé.

Le partenariat stratégique avec l'Azerbaïdjan influe sur les dynamiques géopolitiques régionales. Pour renforcer la connectivité énergétique entre Asie centrale, région Caspienne et Europe, les deux promeuvent l'idée d'une route de transport reliant Bakou à Kars, en Turquie, *via* le corridor de Zanguezour. Ce projet est décrié par l'Arménie et l'Iran, qui dénoncent une tenaille turcique à même de faire basculer les équilibres de sécurité. Mais l'idée d'ouvrir le Zanguezour à la circulation s'inscrit dans un projet de plus grande ampleur : un « corridor d'énergie verte » qui acheminerait de l'électricité de la mer Caspienne vers la Turquie. Axé sur l'éolien et le solaire, il contribuerait à l'objectif de l'Azerbaïdjan d'augmenter de 27 % la part d'électricité renouvelable d'ici 2030. La Turquie n'est pas un partenaire anodin dans ce secteur, puisqu'elle produit en 2023 déjà 42,1 % de son électricité à partir d'énergies renouvelables². Sans surprise, dans le contexte de la COP29, Ankara souligne son rôle dans l'essor du développement des énergies renouvelables ; pourtant, la part du charbon dans le mix électrique turc a augmenté³ de 145 % entre 2021 et 2023. La Turquie a chaudement félicité l'Azerbaïdjan et proposé son soutien pour préparer la conférence ; si elle n'est pas explicitement privilégiée par l'État organisateur, elle déploie cependant d'importants efforts diplomatiques et souhaite présenter à Bakou sa feuille de route sur le changement climatique. Elle est par ailleurs candidate pour accueillir la 31^e Conférence des Nations unies pour le Climat qui aura lieu en 2026. Face à la candidature de l'Australie donnée en favorite, les soutiens d'Ankara se font attendre.

DIPLOMATIE

La Turquie veut amener la Ligue arabe à repenser le Moyen-Orient

Le 10 septembre, le ministre turc des Affaires étrangères, Hakan Fidan, a participé à la réunion ministérielle de la Ligue arabe organisée au Caire. Le retour de la Turquie dans cette enceinte, après treize années sans invitation, semble mettre un terme à plus d'une décennie de rupture, actée au moment des révolutions arabes de 2011. Voyant dans les printemps arabes une opportunité de reconfigurer la géopolitique régionale en sa faveur, la Turquie, aux côtés du Qatar, avait alors soutenu les groupes politiques affiliés aux Frères musulmans, s'opposant indirectement à la stratégie contre-révolutionnaire de l'Arabie saoudite et des Émirats arabes unis. Cette opposition doctrinale, qui se doublait d'une rivalité de puissance, s'est matérialisée par des interventions concurrentes sur divers théâtres, notamment en Libye et en Syrie.

La présence de la Turquie à la réunion du Caire marque donc la fin, progressivement préparée, d'une assez longue période de froid. En mai dernier, lors de leur 33^e sommet, les membres de la Ligue arabe se sont abstenus de condamner l'ingérence turque dans la région comme ils le faisaient systématiquement depuis 2013. La Turquie, de son côté, semble accepter une forme de restauration de l'ordre antérieur dans le périmètre moyen-oriental. En témoigne sa réconciliation avec le régime égyptien : au début du mois de septembre, le président égyptien Abdel Fattah al-Sissi s'était rendu à Ankara pour la première fois après 12 ans de brouille consécutive à son coup d'État contre le frériste Mohammed Morsi, que soutenait la Turquie. La normalisation des relations entre la Turquie et l'Égypte acte le réaligement de leurs priorités sécuritaires dans un contexte de forte instabilité au Proche-Orient et en mer Rouge. La Ligue arabe, qui a réintégré Bachar al-Assad en son sein, est aussi une enceinte où

pourrait se jouer partiellement l'avenir des relations turco-syriennes, alors que les Russes poussent les deux régimes à la réconciliation. Si Bachar al-Assad a approuvé (le vote se fait à l'unanimité) la participation de la Turquie à la réunion de septembre, quelques réglages sont encore nécessaires : lors de la prise de parole de Hakan Fidan, son homologue syrien, Faisal Makdad, a tout de même quitté la pièce pour protester contre l'occupation turque dans le nord de la Syrie et son soutien aux forces d'opposition syriennes.

La normalisation des relations avec l'Égypte et la Syrie pourraient faire avancer l'idée d'une « alliance islamique » contre l'État hébreu, voulue par Tayyip Erdoğan et présentée par son ministre au Caire. Depuis le début de la guerre à Gaza, la Turquie s'est exprimée de façon très virulente contre le gouvernement israélien, tout en participant aux efforts humanitaires en faveur des Palestiniens organisés par l'Égypte *via* le poste-frontière de Rafah et en essayant de se rendre utile dans les pourparlers pour un cessez-le-feu sous l'égide du Caire, de Doha et de Washington. La Turquie participe également, depuis sa création en novembre 2023, au groupe de travail de la Ligue arabe sur la guerre dans l'enclave palestinienne.

Pour l'avenir, priorité semble surtout donnée au développement des relations économiques et commerciales. Le quinzième forum économique turco-arabe se tiendra à Istanbul le 17 octobre 2024. En Irak, où les pays arabes avaient dénoncé le déploiement de la Turquie dans les régions kurdes du nord du pays, Ankara, Bagdad, Doha et Abu Dhabi coopèrent maintenant sur le projet de la « route du développement », un couloir routier et ferroviaire qui vise à connecter l'Asie et l'Europe par le Moyen-Orient.

POLITIQUE INTÉRIEURE

Rentrée des classes : moins de qualité, plus de privé

Le rapport « Regard sur l'éducation de l'OCDE », à paraître fin novembre, fournit des éléments pour mieux comprendre le débat récurrent sur le niveau de l'éducation en Turquie. Il révèle en effet un certain retard du pays par rapport aux autres membres de l'organisation. En Turquie, un jeune sur trois (31,1 %) âgé de 18 à 24 ans n'est ni scolarisé ni employé, contre 13,7 % en moyenne pour les pays de l'OCDE. Ce taux atteint les 41,1 % pour les jeunes femmes et tombe à 21,4 % pour les jeunes hommes. Un quart des diplômés de l'université est enregistré sans emploi.

Concernant l'accès à l'éducation, la Turquie est le pays où le taux de scolarisation des enfants de 3 à 5 ans est le plus faible, mais s'inscrit dans la moyenne pour le groupe des 6-14 ans (98,8 %). 73 % des jeunes de 15 à 19 ans sont scolarisés, avec d'importantes disparités régionales : l'Anatolie de l'Est⁴ présente le taux de scolarisation le plus faible de ce groupe d'âge avec 61,1 %.

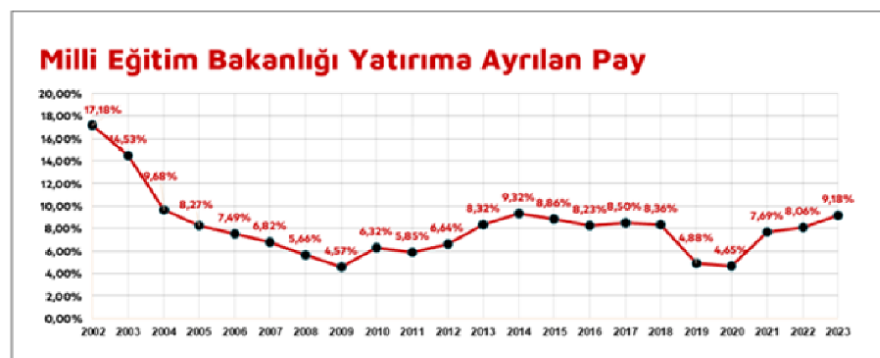
Le système éducatif turc souffre d'un manque d'investissement public : le niveau de dépenses publiques dans le secteur est le plus faible de l'Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE), à tous les niveaux. Alors que la dépense moyenne annuelle pour un étudiant s'élève à 14 209 dollars pour l'OCDE, elle n'atteint de 5 425 dollars en Turquie. En 2002, la part du budget du ministère de l'Enseignement accordée à l'investissement était de 19 % ; elle est tombée à 9 % en 2023. En revanche, les ménages turcs dépensent beaucoup : en moyenne 19 % de leur budget va à l'éducation des enfants, contre 5 % pour les ménages de l'OCDE. L'inflation des prix sur les produits de l'éducation a atteint des records ces dernières années en Turquie : en septembre, l'inflation annuelle de ce groupe de produits a atteint 93,59 %, pour une moyenne générale de 4 938 % (TÜİK). Il s'agit du deuxième groupe

de produits le plus sensible à l'inflation derrière le logement (97,7 % d'inflation annuelle en septembre 2024, TÜİK).

Autre phénomène marquant, la privatisation du secteur s'est fortement accélérée au cours de la dernière décennie. Pour l'année scolaire 2023-2024, sur les 75 467 établissements éducatifs tous niveaux confondus, 61 111 sont publics et 14 352 privés (*Milli Eğitim Bakanlığı*, ministère de l'Éducation) : le privé représente désormais 19 % du système éducatif turc. Bien que la privatisation de l'éducation progresse partout dans l'OCDE, en Turquie elle est aussi le résultat d'une volonté politique délibérée de libéralisation, et le symptôme de l'émergence d'une classe moyenne qui choisit de scolariser ses enfants dans le privé pour contrer la dégradation perçue de la qualité des établissements publics. L'islamisation montante de l'enseignement, matérialisée par le déploiement rapide d'établissements religieux (*imam hatip*⁵) depuis la réforme du système éducatif de 2012, peut aussi expliquer le développement de l'enseignement privé comme alternative à l'enseignement religieux.



ÉVOLUTION DE LA PART DU BUDGET DU MINISTÈRE DE L'ENSEIGNEMENT POUR L'INVESTISSEMENT 2002-2023.



SOURCE : [HTTPS://WWW.TURKIYETODAY.COM/](https://www.turkiyetoday.com/)

1. Pourcentage calculé à partir des données officielles du ministère de l'Énergie de la République d'Azerbaïdjan pour la période janvier-septembre 2024. Pour les consulter : www.minenergy.gov.az.

2. « Données pour le pays Türkiye », Agence internationale de l'énergie, disponible sur : www.iea.org.

-
3. Pourcentage calculé à partir des données de l'Agence internationale de l'énergie pour le pays Türkiye.
 4. L'Anatolie orientale (*Doğu Anadolu Bölgesi*) est une des sept régions de Turquie, située le plus à l'est du pays. Région la moins peuplée de Turquie, une part importante de la population kurde de Turquie y est présente.
 5. Initialement chargées de former les imams et les prédicateurs religieux, depuis 2012, les *imam hatip* sont intégrées au système scolaire en Turquie et dispensent des enseignements religieux aux élèves dans toutes les disciplines.